

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**BNP PARIBAS ANTILLES GUYANE**

Société anonyme au capital de 13 829 320 euros  
Siège social : 1 Boulevard Haussmann – 75009 PARIS  
393 095 757 R.C.S. PARIS

*Comptes annuels au 31 décembre 2018 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 21 mai 2019*

**I. — Bilan au 31 décembre 2018**

(En milliers d'euros)

<b>Actif (En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2018</b>
Opérations interbancaires et assimilées	751 842	773 848
- Caisse, Banques Centrales	48 755	40 451
- Effets publics et valeurs assimilées	0	0
- Créances sur les établissements de crédit	703 087	733 397
<i>Comptes ordinaires</i>	<i>175 370</i>	<i>140 667</i>
<i>Comptes et prêts</i>	<i>527 717</i>	<i>592 730</i>
<i>Opération de pensions</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Opérations avec la clientèle	1 085 852	1 135 848
- Créances saines sur la clientèle	1 046 825	1 105 732
<i>Créances commerciales</i>	<i>1 653</i>	<i>1 405</i>
<i>Comptes débiteurs</i>	<i>41 873</i>	<i>49 560</i>
<i>Autres crédits</i>	<i>1 003 299</i>	<i>1 054 767</i>
- Créances douteuses et douteuses-compromises	39 027	30 116
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	4 543	4 750
Parts dans les entreprises liées	0	0
Immobilisations incorporelles	724	621
Immobilisations corporelles	15 418	12 571
Autres actifs	6 072	5 980
Comptes de régularisation	19 065	37 779
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 883 516</b>	<b>1 971 397</b>
<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2018</b>
Engagements de financement donnés	37 665	60 745
Engagements de garantie donnés	134 999	132 892
<b>Passif (En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2018</b>
	<b>Avant affectation du résultat</b>	
Opérations interbancaires et assimilées	11 152	67 302
- Banques Centrales	0	0
- Dettes envers les établissements de crédit	11 152	67 302
<i>Comptes à vue</i>	<i>11 067</i>	<i>7 302</i>
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	<i>85</i>	<i>60 000</i>
<i>Opérations de pension</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Comptes créditeurs de la clientèle	1 749 847	1 791 538
- Comptes à vue	1 292 580	1 354 963
- Comptes à terme	25 771	21 517
- Comptes d'épargne à régime spécial	427 851	411 412
- Autres sommes dues	3 645	3 646
Dettes représentées par un titre	0	0
- Bons de caisse	0	0
- Autres Dettes Représentées par un titre	0	0
Autres passifs	12 857	12 527
Comptes de régularisation	53 179	50 015
Provisions	9 361	7 771
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors FRBG	47 120	42 243
<i>Capital souscrit</i>	<i>13 829</i>	<i>13 829</i>
<i>Primes liées au capital et réserves</i>	<i>54 519</i>	<i>54 519</i>
<i>Provisions réglementées et provisions pour investissement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Report à nouveau</i>	<i>-13 239</i>	<i>-21 228</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>-7 989</i>	<i>-4 877</i>

<b>Total du passif</b>	<b>1 883 516</b>	<b>1 971 397</b>
<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2018</b>
Engagements de financement reçus	0	0
Engagements de garantie reçus	553 681	559 968

**II. — Compte de résultat au 31 décembre 2018**

Charges		Produits		Compte de résultat social au 31 décembre (en milliers d'euros)	Net	
2017	2018	2017	2018		2017	2018
-4 572	-4 471	38 764	37 842	Produits (charges) d'exploitation bancaire		
-131	-91	5 561	6 900	Intérêts et produits (charges) assimilés	34 192	33 370
-4 441	-4 381	33 203	30 942	Opérations avec les établissements de crédit	5 430	6 809
0	0	0	0	Opérations avec la clientèle	28 762	26 561
0	0	0	0	Opérations de crédit-bail et assimilés	0	0
0	0	0	0	Intérêts et charges assimilés sur dettes représentées par un titre	0	0
0	0	0	0	Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
		2 890	3 238	Revenus des titres à revenu variable	2 890	3 238
		2 890	3 238	Dividendes et produits assimilés	2 890	3 238
		33 201	34 697	Commissions : produits	33 201	34 697
-2 765	-3 616			Commissions : charges	-2 765	-3 616
-786	-459	1 533	1 440	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	747	981
0	0	0	0	titres de transaction		0
-786	-459	1 533	1 440	opérations de change	747	981
0	0	0	0	instruments financiers	0	0
-1	0	1	0	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
-1	0	1	0	titres de placement	0	0
0	0	0	0	titres de l'activité de portefeuille	0	0
		6 398	4 290	Autres produits d'exploitation bancaire et assimilés	6 398	4 290
-507	-402			Autres charges d'exploitation bancaire et assimilés	-507	-402
<b>-8 631</b>	<b>-8 948</b>	<b>82 787</b>	<b>81 506</b>	<b>Produit net bancaire</b>	<b>74 156</b>	<b>72 558</b>
-72 881	-68 241	0	0	Charges générales d'exploitation	-72 881	-68 241
-37 025	-32 198		0	Frais de personnel	-37 025	-32 198
-660	-1 159			Impôts et taxes	-660	-1 159
-35 196	-34 884			Autres frais administratifs	-35 196	-34 884
-2 778	-4 938			Dot. aux amort. et aux dépréciations s/immob.financières incorporelles et corporelles	-2 778	-4 938
<b>-84 290</b>	<b>-82 127</b>	<b>82 787</b>	<b>81 506</b>	<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-1 503</b>	<b>-621</b>
-20 032	-17 693	13 346	12 673	Coût du Risque	-6 686	-5 020
<b>-104 322</b>	<b>-99 820</b>	<b>96 133</b>	<b>94 180</b>	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-8 189</b>	<b>-5 641</b>
-8	-16	97	777	Gains et pertes sur actif immobilisés	89	761
<b>-104 330</b>	<b>-99 836</b>	<b>96 230</b>	<b>94 956</b>	<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>-8 100</b>	<b>-4 880</b>
0	-0	6	2	Résultat exceptionnel	6	2
0	0	7	2	Impôts sur les bénéfices	7	2
0	0	98	0	Dotations /reprises provisions réglementées	98	0
<b>-104 330</b>	<b>-99 836</b>	<b>96 341</b>	<b>94 960</b>	<b>Résultat net</b>	<b>-7 989</b>	<b>-4 877</b>

**III. — Affectation du résultat**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat de la manière suivante :

(En euros)	
Résultat de l'exercice	-4.876.688,18
Report à nouveau	-21.228.115,97
Total	-26.104.804,15
Dotation à la réserve légale	/
Dividende	/
Report à nouveau après répartition	-26.104.804,15
Total	-26.104.804,15

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.**

**IV. — Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2018**

**Note n° 1 Principes comptables et de présentation des états financiers de BNP Paribas Antilles-Guyane**

Les états financiers sont établis conformément aux principes comptables applicables en France aux établissements de crédit et aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux états de synthèse individuels.

Les comptes sont établis et présentés en milliers d'euros.

### ***Faits marquants de l'exercice***

En 2018, la mise en œuvre du programme de transformation 2015/2018 a été finalisée sur l'ensemble de ses composantes, conformément aux plannings prévisionnels

### ***Changement de méthode***

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable réalisé au cours de l'exercice.  
Les règles de présentation des comptes sont similaires à celles pratiquées lors de l'exercice précédent.

### ***Situation de liquidité de BNP Paribas Antilles-Guyane***

Les accords de refinancement avec le groupe BNP Paribas dans le cadre de la gestion actif-passif permettent à BNP Paribas Antilles-Guyane de respecter les ratios réglementaires de liquidité.

### **Principes comptables**

#### ***Créances sur les établissements de crédit et la clientèle***

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

BNP Paribas Antilles-Guyane applique le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).  
Les prêts consentis et les engagements de crédit confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques de crédit du groupe BNP Paribas. Ce dernier prend en compte deux paramètres fondamentaux : la probabilité de défaut de la contrepartie qui s'exprime au moyen d'une note et le taux de récupération global qui est attaché à la nature des transactions. L'échelle de note de contrepartie comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière immobilière, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses, qui correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux contractuel connu (pour les crédits à taux variables) des flux futurs estimés recouvrables comprenant les flux en capital et en intérêts, ainsi que ceux résultant de la réalisation des garanties. Ces garanties sont notamment constituées de garanties hypothécaires et nantissements obtenus par la banque pour protéger le risque de crédit attaché aux portefeuilles de créances.

La restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur conclue à des conditions hors marché donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes sont comptabilisées en déduction de l'actif et reprise au résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, la créance est immédiatement déclassée en créances douteuses ou en créances douteuses compromises.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance. Lorsque tous les recours par voie judiciaire et amiable ont été épuisés et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'une procédure d'enregistrement définitif en perte.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature, des provisions pour pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques non spécifiquement identifiés et pour risques sectoriels éventuels.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées sous la rubrique "Coût du risque".

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « produits d'intérêts » tout comme les reprises de décote sur créances restructurées.

### ***Contrats d'épargne et de prêt réglementés***

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics, destinés aux particuliers. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Ces produits comportent deux types d'engagements pour BNP Paribas Antilles-Guyane qui s'est engagé d'une part à rémunérer l'épargne, pour une durée indéterminée, à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat par les pouvoirs publics pour les PEL ou à un taux refixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les CEL, et d'autre part à prêter au client, s'il le demande, pour un montant fonction des droits acquis pendant la phase d'épargne, à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL.

Les engagements futurs de BNP Paribas Antilles-Guyane relatifs à chaque génération – les PEL de même taux à l'ouverture formant une génération, et les CEL formant, pour leur ensemble, une génération – sont mesurés par actualisation des résultats potentiels futurs associés aux encours en risque de la génération considérée.

Les encours en risque sont estimés sur la base d'une analyse des historiques des comportements clientèle, et correspondent aux encours statistiquement probables pour les crédits, et à la différence entre les encours statistiquement probables et les encours minimum attendus pour l'épargne, les encours minimum attendus étant assimilables à des dépôts à terme certains.

Les résultats des périodes futures afférents à la phase d'épargne sont estimés par la différence entre le taux de remplacement et le taux fixe de rémunération de l'épargne sur l'encours en risque d'épargne de la période considérée. Les résultats des périodes futures afférents à la phase de crédit sont estimés par la différence entre le taux de refinancement et le taux fixe de rémunération des crédits sur l'encours en risque de crédit de la période considérée.

Les taux de placement de l'épargne et les taux de refinancement des crédits sont déduits de la courbe de taux de swap et des marges attendues sur des instruments financiers de nature et de maturités comparables. Les marges sont déterminées à partir de celles observées sur les crédits à l'habitat à taux fixe pour la phase de crédit, et de celles observées sur les produits offerts à la clientèle particulière pour la phase d'épargne.

Pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque, les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Antilles-Guyane, une provision est constituée, sans compensation entre les générations, et enregistrée dans la rubrique « Provisions » du bilan. Les variations de cette provision sont enregistrées au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêts et assimilés ».

### **Titres**

Le terme "titres" recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables), les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement sont identifiés comme des titres douteux, selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Lorsque des titres supportant un risque de contrepartie sont classés en douteux, la provision relative à ce risque, lorsqu'il peut être isolé, est inscrite dans la rubrique « Coût du risque ».

BNP Paribas Antilles-Guyane ne comptabilise à son bilan que des autres titres détenus à long terme ainsi que des titres de participation et parts dans les entreprises liées.

#### **• Autres titres détenus à long terme**

Les "Autres titres détenus à long terme" sont des actions et valeurs assimilées que BNP Paribas Antilles-Guyane entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de provisions sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

#### **• Titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas Antilles-Guyane dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de BNP Paribas Antilles-Guyane. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle de BNP Paribas Antilles-Guyane est supérieur ou égal à 10%.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenus dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas Antilles-Guyane dispose d'un contrôle exclusif ou conjoint avec d'autres entités du groupe BNP Paribas.

Les titres détenus dans ces catégories sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Les titres sont tous évalués à la clôture de l'exercice pour déterminer individuellement leur valeur d'utilité, sur la base notamment de la quote-part de la situation nette comptable de la société dont ils relèvent ou une valeur de transaction connue

L'appréciation de la valeur économique des sociétés entre aussi en considération pour la constatation de dépréciations éventuelles. Les moins-values latentes, calculées valeur par valeur, pouvant résulter de cette évaluation, donnent lieu, le cas échéant, à une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

### **Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition augmentée des coûts directement attribuables d'installation ou d'adaptation (logiciels).

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire.

Les logiciels acquis ou créés regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les immobilisations sont constituées :

Gros œuvre/structure	60
Façade/couverture	25
Aménagements, agencements	10
Installations générales et techniques	Entre 10 et 15
Climatisation	10
Logiciels	Entre 3 et 5
Logiciels d'infrastructure	8
Matériels de transport	5
Matériels divers	5
Mobiliers	5
Matériels et accessoires informatiques	5
Photocopieurs	5
Coffres forts	20

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. Cette approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an. Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

### **Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

### **Provisions non liées à des opérations bancaires**

BNP Paribas Antilles-Guyane constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions non liées à des opérations bancaires est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, à la probabilité de sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

### **Coût du risque**

La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

### **Opérations en devises**

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les gains et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion sur la base des cours officiels de fin d'exercice, des actifs en devises détenus d'une façon durable sont inscrits dans les comptes d'écarts de conversion rattachés aux comptes de bilan enregistrant ces différents actifs (pour les actifs financés en euros) ou sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants (pour les actifs financés directement en devises).

### ***Participation des salariés***

Conformément à la réglementation française, BNP Paribas Antilles-Guyane enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite sous la rubrique « Frais de Personnel ».

### ***Impôts***

Le taux normal de l'impôt sur les bénéfices de 33,1/3 % a été appliqué.

La banque a également tenu compte de la contribution de 3.3% pour déterminer l'impôt dû au titre de chacune des périodes.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Enfin, BNP Paribas Antilles-Guyane est fiscalement intégrée dans le groupe BNP PARIBAS SA.

### ***Avantages bénéficiant au personnel***

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Antilles-Guyane sont classés en trois catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, constitués notamment par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Antilles-Guyane, par les primes de fin de carrière.

#### ***• Avantages à court terme***

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

#### ***• Avantages à long terme***

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.

Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'un passif. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées, le cas échéant, sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre.

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte ; le passif est ensuite réestimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement.

#### ***• Avantages postérieurs à l'emploi***

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Antilles-Guyane résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés de BNP Paribas Antilles-Guyane ainsi que les régimes de retraite complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'Entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Antilles-Guyane et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'Entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas Antilles-Guyane est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Ces avantages sont calculés par le groupe BNP Paribas.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Depuis le 1er janvier 2013, BNP Paribas Antilles-Guyane applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, la méthodologie du « corridor » a été abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est donc représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

La provision relative aux indemnités de fin de carrière est calculée par différence entre l'engagement déterminé et la valeur vénale des fonds investis auprès du groupe

AXA avec lequel a été conclu un contrat de gestion des indemnités.

### Enregistrement des produits et charges

Les produits et charges sont enregistrés selon le principe de la séparation des exercices.

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts. Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service (notamment les frais de mise en place lors de l'octroi de crédits immobiliers) sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC et aux principes retenus par le groupe BNP Paribas pour ses activités de Banque de Détail, la filiale BNPP Antilles-Guyane étale les frais de dossier de crédit consommation et les commissions apporteurs d'affaires.

### Note n° 2 – Opérations interbancaires et assimilées

En milliers d'euros au 31 Décembre	31/12/2017			31/12/2018		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
<b>Caisse, Banques Centrales</b>	<b>48 755</b>	<b>0</b>	<b>48 755</b>	<b>40 451</b>	<b>0</b>	<b>40 451</b>
dt intérêts courus	0	0	0	0		0
<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>
dt intérêts courus	0		0	0		0
<b>Créances sur les établissements de Crédit</b>	<b>703 087</b>	<b>0</b>	<b>703 087</b>	<b>733 397</b>	<b>0</b>	<b>733 397</b>
- Comptes ordinaires	175 370		175 370	140 667		140 667
dt créances sur entreprises liées	67 020		67 020	49 204		49 204
dt intérêts courus	824		824	748		748
- Comptes et prêts	527 717		527 717	592 730		592 730
dt créances sur entreprises liées	525 347		525 347	590 087		590 087
dt intérêts courus	2 370		2 370	2 643		2 643
- Opérations de pension	0		0	0		0
dt intérêts courus	0		0	0		0
Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	0		0	0		0
<b>Total</b>	<b>751 842</b>	<b>0</b>	<b>751 842</b>	<b>773 848</b>	<b>0</b>	<b>773 848</b>
dt intérêts courus	3 194		3 194	3 391		3 391

### Note n° 3 – Opérations avec la clientèle

En milliers d'euros au 31 Décembre	31/12/2017			31/12/2018		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
<b>- Crédits sains</b>	<b>1 046 825</b>	<b>0</b>	<b>1 046 825</b>	<b>1 105 732</b>	<b>0</b>	<b>1 105 732</b>
<b>Créances commerciales</b>	<b>1 653</b>	<b>0</b>	<b>1 653</b>	<b>1 405</b>	<b>0</b>	<b>1 405</b>
dt intérêts courus	0		0	0		0
Sociétés	1 653		1 653	1 405		1 405
Entrepreneurs Individuels	0		0	0		0
Particuliers	0		0	0		0
Autres	0		0	0		0
<b>Comptes débiteurs</b>	<b>41 873</b>	<b>0</b>	<b>41 873</b>	<b>49 560</b>	<b>0</b>	<b>49 560</b>
dt intérêts courus	27		27	23		23
Sociétés	33 864		33 864	41 947		41 947
Entrepreneurs Individuels	1 357		1 357	1 212		1 212
Particuliers	6 137		6 137	6 323		6 323
Autres	488		488	54		54
<b>Autres crédits</b>	<b>1 003 299</b>	<b>0</b>	<b>1 003 299</b>	<b>1 054 767</b>	<b>0</b>	<b>1 054 767</b>
dt intérêts courus	1 266		1 266	1 188		1 188
Sociétés	506 747		506 747	545 630		545 630
Entrepreneurs Individuels	10 472		10 472	9 261		9 261
Particuliers	471 658		471 658	487 313		487 313
Autres	13 156		13 156	11 375		11 375
<b>Restructurés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
dt intérêts courus	0		0	0		0
<b>- Douteux et Douteux compromis</b>	<b>100 627</b>	<b>61 600</b>	<b>39 027</b>	<b>89 580</b>	<b>59 464</b>	<b>30 116</b>
douteux	26 366	5 912	20 454	19 714	6 931	12 783
dt intérêts courus	3 241	3 241	0	3 469	3 469	0
dt effets désactualisation	909	0	909	1 036	0	1 036
douteux compromis	74 261	55 688	18 573	69 866	52 533	17 333



<i>dt intérêts couru</i>	0	0	0	0	0
<i>dt effets désactualisation</i>	12 965	0	12 965	12 040	0
<b>Total</b>	<b>1 147 452</b>	<b>61 600</b>	<b>1 085 852</b>	<b>1 195 312</b>	<b>59 464</b>
<i>dt intérêts courus</i>	<i>4 534</i>	<i>3 241</i>	<i>1 293</i>	<i>4 680</i>	<i>3 469</i>
					<i>1 211</i>

**Note n° 4 – Provisions sur créances interbancaires et clientèles**

En milliers d'Euros au 31 Décembre	Encours de dépréciations au 31/12/2017	Dotations aux dépréciations de l'exercice a	Reprises sur dépréciations disponible de l'exercice b	Utilisations des dépréciations de l'exercice c	Encours de dépréciations au 31/12/2018
<b>Provisions inscrites en déduction de l'actif</b>	<b>61 600</b>	<b>9 540</b>	<b>4 033</b>	<b>7 643</b>	<b>59 464</b>
- sur Caisse, instituts d'émission et sur concours aux établissements de crédits	0	0	0	0	0
- sur opérations avec la clientèle (1)	61 600	9 540	4 033	7 643	59 464
encours douteux et douteux compromis Sociétés	16 180	5 480	2 315	3 425	15 921
encours douteux et douteux compromis EI	30 407	645	284	1 017	29 750
encours douteux et douteux compromis Particuliers	14 976	3 384	1 432	3 143	13 785
encours douteux et douteux compromis Autres	37	31	2	58	8
<b>Provisions inscrites au passif</b>	<b>915</b>	<b>1 559</b>	<b>552</b>	<b>280</b>	<b>1 642</b>
- sur engagements par signature	226	0	0	0	226
encours douteux et douteux compromis Sociétés	226	0	0	0	226
encours douteux et douteux compromis E.I.	0	0	0	0	0
encours douteux et douteux compromis Particuliers	0	0	0	0	0
encours douteux et douteux compromis Autres	0	0	0	0	0
- provision pour litiges divers (2)	689	1 559	552	280	1 416
<b>Total</b>	<b>62 515</b>	<b>11 099</b>	<b>4 585</b>	<b>7 923</b>	<b>61 106</b>

(1) Dans ces montants, figurent les dotations (853 K€) intérêts créances douteuses classées en PNB

(2) Dotations et Reprises de provisions pour risque administratif reclassées en PNB respectivement pour (1079 K€) et (832 K€);

Coût du risque (en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2018
Créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations (4)	-1 132	-882
Créances irrécupérables couvertes par des dépréciations (3)	-7 949	-7 643
Dépréciations sur créances douteuses utilisées	7 949	7 643
Constitution de dépréciations sur créances douteuses	-10 951	-9 167
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	4 483	4 032
Récupération sur créances amorties	914	997
<b>Total</b>	<b>-6 686</b>	<b>-5 020</b>

(3) Dont abandon effet désactualisation pour 1 974 K€

(4) dont pertes non couvertes provisions passifs éventuels pour 42 k€

**Note n° 5 – Répartition des créances saines par durées résiduelles d'échéances interbancaires et clientèle**

En milliers d'Euros au 31 Décembre	Durée résiduelle inférieure à 3 mois	Durée résiduelle comprise entre 3 mois et 1 an	Durée résiduelle comprise entre 1 et 5 ans	Durée résiduelle supérieure à 5 ans	Total 31/12/2018
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>215 741</b>	<b>6 107</b>	<b>264 000</b>	<b>288 000</b>	<b>773 848</b>
- Caisse, Banques Centrales	40 451	0	0	0	40 451
- Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0
- Créances sur les établissements de crédit (1)	175 290	6 107	264 000	288 000	733 397
Comptes ordinaires	140 667	0			140 667
Comptes et prêts	34 623	6 107	264 000	288 000	592 730
Opérations de pension	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés					0
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>98 341</b>	<b>109 734</b>	<b>437 667</b>	<b>459 990</b>	<b>1 105 732</b>
- Créances sur la clientèle (2)	98 341	109 734	437 667	459 990	1 105 732
Comptes débiteurs	49 560				49 560
Créances commerciales et autres crédits	48 781	109 734	437 667	459 990	1 056 172
dt Prêts d'épargne-logement	6	16	28	0	50
Opérations de pension	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés	0	0	0	0	0
Restructurés	0	0	0	0	0
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>314 082</b>	<b>115 841</b>	<b>701 667</b>	<b>747 990</b>	<b>1 879 580</b>

(1) Les créances à vue (sans échéance et remboursables à première demande ou échues) sur les établissements de crédit, s'élèvent au 31 décembre 2018 à 140 667 Keuros contre 175 370 Keuros au 31 décembre 2017.

(2) nous n'avons pas de crédit à durée indéterminée sur la clientèle

**Note n° 6 – Titres à revenus variables, titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme**

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2017			31/12/2018		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
<b>Actions et titres à revenu variable</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Titres de placement	0	0	0	0	0	0
<b>Parts dans les entreprises liées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>	<b>4 555</b>	<b>4 543</b>	<b>15 040</b>	<b>4 762</b>	<b>4 750</b>	<b>46 641</b>
- Titres de participation non cotés évalués selon :	4 555	4 543	15 040	4 762	4 750	46 641
<i>La situation nette</i>	<i>3 538</i>	<i>3 525</i>	<i>14 023</i>	<i>2 928</i>	<i>2 915</i>	<i>4 971</i>
<i>La valeur de transaction</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>610</i>	<i>610</i>	<i>40 445</i>
<i>Le coût de revient</i>	<i>1 017</i>	<i>1 017</i>	<i>1 017</i>	<i>1 225</i>	<i>1 225</i>	<i>1 225</i>
- Titres cotés	0	0	0	0	0	0
<i>Portefeuille évalué par référence à la moyenne des cours du dernier mois de l'exercice</i>						
<b>Total</b>	<b>4 555</b>	<b>4 543</b>	<b>15 040</b>	<b>4 762</b>	<b>4 750</b>	<b>46 641</b>

**Note n° 7 – Immobilisations financières, incorporelles et corporelles**

En milliers d'Euros au 31 décembre	Montant brut début 2018	Transfert de poste à poste	Acquisitions (1)	Cessions (1)	Montant brut fin 2018	Cumul dépréciations début 2018	Transfert de poste à poste	Dotations	Reprises	Cumul dépréciations fin 2018	Montant net fin 2018
- Parts dans les entreprises liées	0		0	0	0	0		0	0	0	0
- Participations et autres titres détenus à long terme	4 555		239	32	4 762	12		0	0	12	4 750
<b>Total des immobilisations financières</b>	<b>4 555</b>		<b>239</b>	<b>32</b>	<b>4 762</b>	<b>12</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>4 750</b>
- Immobilisations incorporelles	10 222		45	0	10 267	9 552		148	0	9 700	567
- Immobilisations en cours	54		0	0	54	0		0	0	0	54
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>10 276</b>		<b>45</b>	<b>0</b>	<b>10 321</b>	<b>9 552</b>		<b>148</b>	<b>0</b>	<b>9 700</b>	<b>621</b>
- Terrains et constructions	39 257		774	709	39 322	27 344		3 992	612	30 724	8 598
- Equipement, mobilier, installation	14 058		742	59	14 742	11 255		799	58	11 996	2 746
- Immobilisations en cours	703		524	0	1 227	0		0	0	0	1 227
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>54 018</b>		<b>2 040</b>	<b>768</b>	<b>55 290</b>	<b>38 600</b>		<b>4 790</b>	<b>670</b>	<b>42 720</b>	<b>12 571</b>
<b>Total</b>	<b>68 849</b>		<b>2 3</b>	<b>800</b>	<b>70 374</b>	<b>48 164</b>		<b>4 938</b>	<b>670</b>	<b>52 432</b>	<b>17 942</b>

**V. — Résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices**  
(Articles 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

**Note n° 8 – Comptes de régularisation et autres actifs**

En milliers d'Euros au 31 Décembre	31/12/2017	31/12/2018
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>19 065</b>	<b>37 779</b>
- Comptes d'encaissement	15 968	24 731
- Produits à recevoir	1 015	1 416
- Charges constatées d'avance	600	282
- Autres comptes de régularisation débiteurs	1 482	11 350
<b>Autres actifs</b>	<b>6 072</b>	<b>5 981</b>
- Débiteurs divers	6 022	5 935
<i>Primes payées d'avance</i>	<i>37</i>	<i>21</i>
<i>Fonds de Garantie des dépôts</i>	<i>1 506</i>	<i>1 483</i>
<i>Créance envers l'Etat</i>		<i>2 825</i>
<i>Autres débiteurs divers</i>	<i>4 479</i>	<i>1 606</i>
-Comptes de stocks et autres emplois	50	46
Autres débiteurs divers	50	46
- Instruments conditionnels taux d'intérêt	0	0
<b>Total</b>	<b>25 137</b>	<b>43 760</b>

**Note n° 9 – Répartition des dettes interbancaires par durées résiduelles**

En milliers d'euros au 31 décembre	Echéance inférieure à 3 mois	Echéance comprise 3 mois et 1 an	Echéance comprise 1 an et 5 ans	Echéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2018
<b>Comptes créditeurs interbancaires et assimilées</b>	<b>67 302</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>67 302</b>

Banques centrales	0	0	0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	67 302	0	0	0	67 302
- Comptes ordinaires	7 302	0	0	0	7 302
<i>dt dettes sur entreprises liées</i>	3 621				3 621
<i>dt autres sommes dues</i>	1 592				1 592
<i>dt intérêts courus (2)</i>	14				14
- Comptes et emprunts (1)	60 000	0	0	0	60 000
<i>dt dettes sur entreprises liées</i>	60 000	0	0	0	60 000
<i>dt intérêts courus (2)</i>	0				0
- Opérations de pension	0	0	0	0	0
valeurs données en pension ou vendues ferme	0				0
<b>Total</b>	<b>67 302</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>67 302</b>

(1) Les comptes et emprunts enregistrent les opérations effectuées au jour le jour ou à terme, et ne faisant l'objet d'aucun échange de support sous forme d'effet ou de titre.

(2) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

#### Note n° 10 – Répartition des dettes sur la clientèle, bons de caisse et créances négociables, par durées résiduelles

en milliers d'Euros au 31 décembre	Échéance inférieure à 3 mois	Échéance comprise entre 3 mois et 1 an	Échéance comprise entre 1 an et 5 ans	Échéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2018
<b>Comptes créditeurs</b>	<b>1 753 151</b>	<b>17 859</b>	<b>15 626</b>	<b>4 902</b>	<b>1 791 538</b>
- Comptes ordinaires	1 354 963	0	0	0	1 354 963
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
- Comptes créditeurs à terme	12 491	8 863	163	0	21 517
<i>dt intérêts courus (1)</i>	273				273
- Comptes d'épargne à régime spécial	382 051	8 996	15 463	4 902	411 412
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
<i>dt PEL</i>	42 326	8 996	15 463	4 902	71 687
<i>dt CEL</i>	24 138				24 138
- Autres sommes dues	3 646	0	0	0	3 646
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
- Opérations de pensions	0	0	0	0	0
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Bons de caisse	0	0	0	0	0
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
- Autres Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>1 753 151</b>	<b>17 859</b>	<b>15 626</b>	<b>4 902</b>	<b>1 791 538</b>

(1) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

#### Note n° 11 – Comptes de régularisation et autres passifs

En milliers d'Euros au 31 Décembre	31/12/2017	31/12/2018
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>53 179</b>	<b>50 015</b>
- Comptes indisponibles sur opération de recouvrement	7 470	6 942
- Charges à payer	8 934	18 777
- Produits constatés d'avance	2 263	2 448
- Compte d'ajustement créditeurs	0	0
- Autres comptes de régularisation créditeurs	34 512	21 848
<b>Autres passifs</b>	<b>12 857</b>	<b>12 527</b>
- Créiteurs divers	12 857	12 527
<i>Sommes dues à l'administration fiscale et organismes paritaires</i>	926	889
<i>Rémunération due au personnel</i>	2 845	2 631
<i>Provision pour participation et intéressement</i>	2 438	1 767
<i>Autres créiteurs divers</i>	6 648	7 240
<b>Total</b>	<b>66 036</b>	<b>62 542</b>

#### Note n° 12 - Provisions

En milliers d'Euros au 31 Décembre	31/12/2017	Dotations	Utilisations	Autres Reprises	31/12/2018
<b>- Provisions</b>	<b>9 361</b>	<b>2 051</b>	<b>1 809</b>	<b>1 833</b>	<b>7 771</b>
- Provision pour risques d'exécution des engagements de signatures	226	0		0	226
- Provision pour indemnités de départ en retraite	1 297	0	81	1 090	126
- Provision PLAN ISIS	183	70	122	10	121
- Provision pour primes de médailles	2 574	24	161	37	2 399
- Provisions PEL/CEL	744	0		144	600
- Provision pour risques suspens commissions	563	1 079	280	552	811

- Provisions pour CET	1 176	390		0	1 566
- Provisions restructuration	1 622	0	1 110	0	512
- Provision redressement URSSAF	500	0	0	0	500
- Provision litiges personnel	350	0	55	0	295
- Provisions pour redressement fiscal	0	8	0		8
- Provisions pour risques / litiges	126	480	0	0	606
<b>- Provisions réglementées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>- Total</b>	<b>9 361</b>	<b>2 051</b>	<b>1 809</b>	<b>1 833</b>	<b>7 771</b>

## Note n° 13 – Affectation du résultat et variation des fonds propres

En milliers d'euros au 31 décembre	31/12/2017	Affectation résultat 2017	Autres variations	31/12/2018	Affectation proposée	Après affectation proposée
Capital (1)	13 829		0	13 829		13 829
Primes liés au capital	53 875		0	53 875		53 875
- prime d'émission	6 749		0	6 749		6 749
- prime de fusion	46 721		0	46 721		46 721
- prime d'apport	405		0	405		405
Réserves	644			644		644
- légale	644			644		644
- réglementées (PVL + réévaluation)						
- libres						
FRBG	0		0	0		0
Provisions réglementées	0		0	0		0
Report à nouveau	-13 239	-7 989	0	-21 228	-4 877	-26 105
Distribution dividende					0	
Résultat	-7 989	7 989	-4 877	-4 877	4 877	0
<b>Total</b>	<b>47 120</b>	<b>0</b>	<b>-4 877</b>	<b>42 243</b>	<b>0</b>	<b>42 243</b>

(1) Le capital social est composé de 1 728 665 actions de 8 euros chacune

## Note n° 14 – Engagements donnés et reçus

En milliers d'Euros au 31 Décembre	31/12/2017	31/12/2018
<b>Engagements donnés</b>	<b>172 664</b>	<b>193 637</b>
Engagement de financement	37 665	60 745
Engagement de garantie	134 999	132 892
Engagement sur titres	0	0
<b>Engagements reçus</b>	<b>553 681</b>	<b>559 968</b>
Engagement de financement	0	0
Engagement de garantie	553 681	559 968
Engagement sur titres	0	0

## Note n° 15 – Produit net bancaire

En milliers d'Euros au 31 décembre	2017			2018		
	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. produits (charges)	Total	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. produits (charges)	Total
Opérations avec les établissements de crédit	5 430	-403	5 027	6 809	-631	6 178
Opérations avec la clientèle	28 762	30 839	59 601	26 561	31 712	58 273
Charges sur dettes représentées par un titre						
- Bons de caisse						
- Titres de créances négociables						
- Titres du marché interbancaire						
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe						
Revenus des titres à revenu variable	2 890	0	2 890	3 238	0	3 238
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	747	0	747	981	0	981
- Titres de transaction	0	0	0	0	0	0
- Opérations de change	747	0	747	981	0	981
- Instruments financiers	0	0	0	0	0	0
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés						
- Portefeuille-titres de placement				0	0	0
<b>Total des produits (charges) d'exploit. bancaire</b>	<b>37 829</b>	<b>30 436</b>	<b>68 265</b>	<b>37 589</b>	<b>31 081</b>	<b>68 670</b>
Autres produits (charges) d'exploit. Bancaire	0	5 891	5 891	0	3 888	3 888
<b>Produit net bancaire</b>	<b>37 829</b>	<b>36 327</b>	<b>74 156</b>	<b>37 589</b>	<b>34 969</b>	<b>72 558</b>

## Note 16 – Produits et charges sur opérations avec les établissements de crédit

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'euros au 31 décembre	Produits (charges) nets	
2017	2018	2017	2018		2017	2018
<b>-131</b>	<b>-91</b>	<b>5 561</b>	<b>6 900</b>	<b>Total des intérêts et produits (charges) assimilés</b>	<b>5 430</b>	<b>6 809</b>
-131	-91	5 561	6 900	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	5 430	6 809
0	0	0	0	Intérêts sur valeurs reçues (données) en pension	0	0
0	0	0	0	Charges sur titres participatifs	0	0
0	0	0	0	Produits (charges) sur opérations de hors-bilan	0	0
<b>-466</b>	<b>-691</b>	<b>63</b>	<b>60</b>	<b>Total des Commissions</b>	<b>-403</b>	<b>-631</b>
-466	-590	63	60	Commissions sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	-403	-529
0	-101	0	0	Commissions sur opérations Hors Bilan	0	-101
<b>-597</b>	<b>-782</b>	<b>5 624</b>	<b>6 960</b>	<b>Total</b>	<b>5 027</b>	<b>6 178</b>

## Note 17 – Produits et charges sur opérations avec la clientèle

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'euros au 31 décembre	Net des Produits et Charges d'exploitation	
2017	2018	2017	2018		2017	2018
<b>-4 441</b>	<b>-4 381</b>	<b>33 203</b>	<b>30 942</b>	<b>Total des intérêts et produits (charges) assimilés</b>	<b>28 762</b>	<b>26 561</b>
-4 441	-4 381	33 203	30 942	Intérêts : produits sur créances et charges sur comptes créditeurs de la clientèle	28 762	26 561
0	0	0	0	Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
<b>-2 299</b>	<b>-2 924</b>	<b>33 138</b>	<b>34 636</b>	<b>Total des commissions et produits (charges) assimilés</b>	<b>30 839</b>	<b>31 712</b>
-416	-1 079	17 572	18 837	Commissions/ opérations avec la clientèle	17 156	17 758
0	0	0	0	Commissions/ opérations sur titres	0	0
0	0	148	132	Commissions/ opérations de change	148	132
-1 871	-1 845	14 215	14 361	Commissions/ prestations de services financiers	12 344	12 515
0	-1 845	10 107	9 978	dont commissions sur moyens de paiement	10 107	8 133
0	0	0	0	dont commissions sur swaps de taux d'intérêts	0	0
-12	0	1 203	1 307	Commissions sur opérations de hors-bilan	1 191	1 307
-12	0	51	63	sur les engagements de financement	39	63
0	0	1 121	1 203	sur les engagements de garantie	1 121	1 203
0	0	31	41	sur instruments financiers à terme	31	41
0	0	0	0	Autres commissions et produits divers	0	0
<b>-6 740</b>	<b>-7 305</b>	<b>66 341</b>	<b>65 578</b>	<b>Total</b>	<b>59 601</b>	<b>58 273</b>

## Note 18 – Produits des participations et autres titres à long terme

En milliers d'euros au 31 décembre	2017	2018
<b>Revenus sur obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Titres de placement	0	0
- Titres d'investissement	0	0
<b>Revenus des portefeuilles-titres à revenu variable :</b>	<b>2 890</b>	<b>3 238</b>
- Titres de participation + autres titres détenus à long terme	2 890	3 238
<b>Gains (pertes) sur opérations financières liées aux portefeuilles-titres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Gains (pertes) sur titres de placement à revenu fixe		
- Résultats réalisés sur cessions	0	0
plus-values	0	0
moins-values	0	0
- Reprise (Dotation) nette aux provisions pour dépréciation	0	0
dotation aux provisions pour dépréciation	0	0
reprise de provisions pour dépréciation	0	0
- Gains (pertes) sur titres de transaction	0	0
<b>Total</b>	<b>2 890</b>	<b>3 238</b>

## Note 19 – Plus ou moins values sur immobilisations

En milliers d'euros au 31 décembre	2017	2018
<b>Plus ou moins values sur immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>88</b>	<b>761</b>
PV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	96	777
MV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	-8	-16
<b>Résultats de cession &amp; provisions sur immobilisations financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Plus-values (moins-values) de cession sur immobilisations financières	-1	0
participations et parts dans les entreprises liées	-1	0
autres titres détenus à long terme	0	0
- Reprises de provisions pour dépréciation Immob. financières	1	0

titres d'investissements (issus d'un reclassement)	0	0
participations et parts dans les entreprises liées non consolidées	1	0
autres titres détenus à long terme	0	0
<b>Total</b>	<b>88</b>	<b>761</b>

**Note n° 20 – Frais de personnel**

En milliers d'Euros au 31 décembre	2017	2018
- Salaires et traitements	-21 945	-21 467
- Autres charges	-12 625	-7 857
Indemnités de départ à la retraite et charges de retraites (1)	-3 329	-496
Dotations et reprises pour autres engagements sociaux	-26	-216
Autres charges sociales	-9 119	-7 199
Provisions litiges frais de personnel	-151	55
- Intéressement et participation des salariés	-1 141	-1 514
Participation des salariés	-1 081	-949
Intéressement des salariés (2)	-60	-565
- Impôts, taxes et verst. Assimilés sur rémunérations	-1 314	-1 360
<b>Total</b>	<b>-37 025</b>	<b>-32 198</b>

(1) dont gain actuariel sur la dette et les placements d'indemnité de fin de carrière pour 692 k€ (en 2017 perte actuarielle de 435 k€)

(2) dont complément d'intéressement 2017 versé en 2018 et prime dite "Macron"

**Note n° 21 – Produits et charges exceptionnels**

en milliers d'euros au 31 décembre	2017	2018
Produits exceptionnels	6	2
Charges exceptionnelles	0	0
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>2</b>

**Note n° 22 - Impôts**

En milliers d'Euros au 31 décembre	2017	2018
Charge des impôts courants de l'exercice	0	0
Charge des impôts courants de l'exercice A-1	7	9
Provisions pour redressement fiscal	0	-8
Provisions pour risque fiscal	0	0
<b>Charge nette d'impôts</b>	<b>7</b>	<b>2</b>

**Note n° 23 – Produits et charges sur opérations avec les entreprises liées**

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'Euros au 31 décembre	Solde	
2017	2018	2017	2018		2017	2018
-128	-60	4 445	5 878	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	4 317	5 818
0		0		Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
0		0		Charges et produits sur empt. ou prêts subordonnés remboursables	0	0
0		0		Charges sur titres sub. à durée indéterminée et titres participatifs.	0	0
0		0		Produits (charges) sur opérations de hors bilan	0	0
<b>-128</b>	<b>-60</b>	<b>4 445</b>	<b>5 878</b>	<b>Total des intérêts et produits (charges) assimilés (1)</b>	<b>4 317</b>	<b>5 818</b>
0		0		Com. sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	0	0
0		0		Commissions sur opérations sur titres	0	0
0		0		Commissions sur opérations de change	0	0
-12	-101	0	0	Commissions sur opérations de hors-bilan	-12	-101
-9	0	6 472	3 433	Commissions et produits (charges) divers	6 463	3 433
<b>-21</b>	<b>-101</b>	<b>6 472</b>	<b>3 433</b>	<b>Total des commissions et divers produits (charges) (2)</b>	<b>6 451</b>	<b>3 332</b>
<b>-149</b>	<b>-161</b>	<b>10 917</b>	<b>9 311</b>	<b>Total des produits (charges) sur opérations avec les entreprises liées</b>	<b>10 768</b>	<b>9 150</b>

1) Dont Intérêts sur opérations avec :BNP Paribas (charges : 60 / produits : 5878)

(2) Dont Commissions sur opérations avec :BNP Paribas (charges : 101 / produits : 394), BNPP Asset Management (charges : 0 / produits : 134), Cardif Assurance Vie (charges : 0 / produits : 2905)

**Note n° 24 – Autres informations****I - Rémunération des organes de Direction**

L'information globale des rémunérations des membres des organes d'administration et de direction porterait préjudice à certains d'entre-eux, et n'est par conséquent pas mentionné dans l'annexe des comptes annuels, comme le prévoit le décret n°94-663 du 02/08/94.

**II - L'effectif moyen se décompose de la façon suivante**

	2017	2018
<b>Effectif Moyen</b>	<b>440</b>	<b>396</b>
- dont cadres	145	142
- dont techniciens & employés	295	254

III - Appartenance au groupe BNP Paribas :

Les comptes de BNP Paribas ANTILLES-GUYANE sont inclus dans les comptes consolidés, consultables 16 Boulevard des Italiens 75009 PARIS cedex, établis par BNP Paribas SA- SIRET : 66204244900014.

**V. — Résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices**  
(Articles 133,135 et 148 du décret sur les Sociétés commerciales)

Nature des indications	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Situation financière en fin d'exercice</b>					
Capital social	6 440 000	6 440 000	13 829 320	13 829 320	13 829 320
Nombre d'actions émises	402 500	402 500	1 728 665	1 728 665	1 728 665
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
<b>Résultat global des opérations effectives</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	37 916 559	35 811 480	78 738 571	79 699 870	76 117 317
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	2 786 065	-3 637 205	-14 920 277	-6 696 658	-3 578 564
Impôts sur les bénéfices	0	0	-2 667	-7 467	-9 200
Participation des salariés due au titre de l'exercice	359 732	384 463	1 253 964	1 080 617	948 959
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux dépréciations et provisions	-1 038 381	-1 551 034	-10 651 143	-7 989 153	-4 876 689
Montants des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
<b>Résultat des opérations réduits à une seule action</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux dépréciations et provisions	6,03	-9,99	-9,35	-4,50	-2,61
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	-2,58	-3,85	-6,16	-4,62	-2,82
Dividende versé à chaque action	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Personnel</b>					
Nombre de salariés au 31 Décembre	204	206	478	440	396
Montant de la masse salariale	10 868 339	10 546 905	25 329 562	23 846 139	20 961 858
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, Oeuvres sociales, etc...)	5 037 256	4 854 609	11 865 080	10 853 558	10 271 873

**VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2018**

A l'assemblée générale de la société BNP Paribas Antilles Guyane

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP Paribas Antilles Guyane relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques :

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### *Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie*

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>BNP Paribas Antilles Guyane est exposée aux risques de crédit et de contrepartie sur les prêts et garanties qu'elle octroie. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.</p> <p>Votre Banque constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle. Les dépréciations individuelles sont déterminées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Tel qu'indiqué dans les notes 3 et 4 des annexes aux états financiers, les encours bruts de prêts à la clientèle de la Banque s'élève au 31 décembre 2018 à 1 195,3 millions d'euros dont 89,6 millions d'euros de crédits douteux et douteux compromis provisionnés à hauteur de 59,5 millions d'euros. Le coût du risque de l'exercice 2018 s'établit à une charge de 5,0 millions d'euros.</p> <p>En conséquence, nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit sur les prêts non souverains constituaient un point clé de l'audit étant donné que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses et du processus de revue de crédit.</p> <p>Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p>

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### *Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires*

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### *Informations relatives au gouvernement d'entreprise*

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

#### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

##### *Désignation des commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP PARIBAS ANTILLES GUYANE par l'assemblée générale du 11 mai 2006 et renouvelés lors de celle du 4 mai 2011 puis celle du 10 mai 2017 pour les cabinets Deloitte & Associés et Mazars.

Au 31 décembre 2018, les cabinets Deloitte & Associés et Mazars étaient dans la 13<sup>ième</sup> année de leur mission sans interruption.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

##### *Objectif et démarche d'audit*



Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 2 mai 2019

*Les commissaires aux comptes :*

**Mazars**  
Nicolas DE LUZE

**Deloitte & Associés**  
Jean-Vincent COUSTEL

## VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion peut être consulté dans les locaux de BNP Paribas – 34 avenue de l'Opéra – 75002 Paris